

**CORÉE DU SUD.**

Un militant des droits de l'homme pourrait devenir le prochain prisonnier d'opinion adopté par Amnesty International

Index AI : ASA 25/39/97

« Un militant des droits de l'homme de premier plan a été arrêté et pourrait bien être le prochain prisonnier d'opinion adopté par Amnesty International en Corée du Sud », a déclaré aujourd'hui (4 novembre 1997) l'organisation mondiale de défense des droits de l'homme.

« Cette dernière arrestation s'est produite à un moment où les hommes politiques s'interrogeaient sur la définition exacte d'un prisonnier d'opinion et où le gouvernement niait l'existence de tels prisonniers en Corée du Sud, a commenté l'organisation de défense des droits de l'homme. Pour comprendre ce qu'est un prisonnier d'opinion, il suffit simplement de prendre le cas de Suh Jun-sik, interpellé pour avoir organisé un festival en faveur des droits de l'homme. Ce détenu doit être libéré sur-le-champ, et le gouvernement doit cesser de nier l'existence de prisonniers d'opinion. »

Suh Jun-sik, dirigeant du groupe de défense des droits de l'homme Sarangbang, et ancien prisonnier d'opinion, a été appréhendé par la police de Séoul aux alentours de 17 heures, le 4 novembre. Selon son mandat d'arrêt, il a été interpellé à la suite du festival cinématographique en faveur des droits de l'homme organisé par son mouvement, et parce qu'on lui reprochait de s'être montré « favorable » à la Corée du Nord et de ne pas s'être régulièrement présenté devant les autorités policières, condition imposée lors de sa précédente mise en liberté.

« Ce genre de pratiques constitue un démenti flagrant des prétentions affichées par la Corée du Sud, qui se veut un État ouvert, démocratique et développé. »

Dans une lettre ouverte qu'elle leur a récemment adressée, Amnesty International a prié l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle de protéger et de respecter le travail accompli par les défenseurs des droits de l'homme, et de favoriser toutes les initiatives visant à promouvoir ces droits dans l'ensemble de la société coréenne.

Le deuxième festival cinématographique de Sarangbang en faveur des droits de l'homme s'est tenu à Séoul au mois d'octobre, et il se poursuit actuellement dans neuf autres villes. Les organisateurs ayant refusé de soumettre les films présentés à la censure gouvernementale, cinq personnes ont été appréhendées pendant le festival. |